

Il est bientôt temps de prendre une pause pour les parlementaires de l'Assemblée nationale. En effet, la fin de la session extraordinaire se tiendra ce mercredi. Mais avant tout, mes collègues et moi-même serons amenés à débattre et à voter pour ou contre l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises armées en Libye dans le cadre de la résolution 1973 de l'ONU. Elle devrait être reconduite sans trop de surprise...

Si la France a été l'un des premiers pays à demander une intervention militaire après le « printemps libyen », elle semble cependant beaucoup moins pressée d'en faire de même pour la Syrie...

Depuis plusieurs mois maintenant, nous sommes en effet les témoins malheureusement passifs d'un fait historique majeur. Les révoltes arabes témoignent d'une aspiration à vivre dans des sociétés démocratiques, libres, ouvertes, tolérantes et respectueuses des droits fondamentaux permettant à chacun de vivre dignement.

Cependant, la situation est en train de tourner au cauchemar en Syrie... Répression du peuple, activité économique fortement perturbée (au bas mot), région totalement déstabilisée, etc. L'intervention de l'armée syrienne a déjà fait plus de 1200 morts, sans que les Etats-Unis et l'Union européenne ne fassent grand cas des sacrifiés du « printemps syrien »... En parallèle, on ne compte plus les milliers d'arrestations et les dizaines de milliers de réfugiés (à l'intérieur comme à l'extérieur du pays).

Aujourd'hui, la révolte syrienne a plus de cent jours derrière elle. Les autorités du pays avaient laissé pendant un temps l'illusion d'une volonté de consensus, de promesses, d'efforts, de réformes... Une illusion juste... Le président Bachar Al-Assad a vite renoué avec les vieilles pratiques en vigueur il y a quarante ans... La violente répression des forces de sécurité à l'encontre du peuple syrien a poussé les civils à rejoindre les rangs protestataires.

Mais aujourd'hui, que font les occidentaux ? Quelle est leur position ? Où sont-ils tandis que le peuple syrien souffre ??? Telles sont les questions que j'ai posées ce lundi 11 juillet 2011 au Ministre des Affaires étrangères et européennes. La situation est trop dramatique et inacceptable pour qu'elle soit ignorée ! Les relations entre Damas et Paris sont rompues depuis l'assassinat de Rafiq Hariri en 2005. Six ans déjà ! Et depuis (même bien avant déjà...), le seul et unique objectif du régime syrien semble être le maintien du statu quo sur tous les fronts : le maintien du contrôle sur le Liban via l'action du Hezbollah, l'absence d'évolution démocratique pour le peuple syrien, et le refus d'une éventuelle paix avec Israël...

Face à cette situation, il est aujourd'hui nécessaire que la France et ses alliés occidentaux révisent leur doctrine du statu quo s'ils veulent préserver la moindre chance de cesser le massacre. Le gouvernement français doit réagir et dénoncer avec la plus grande fermeté la véritable guerre menée par le régime de Bachar Al-Assad contre son peuple. Mais la France seule ne parviendra à rien. Plus que jamais, nous devons exiger des Etats-Unis et de l'Union européenne une position claire contre les exactions orchestrées par les responsables syriens. C'est une nécessité si l'on veut que les massacres cessent rapidement...